

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

La vigilance collective

Loute, Alain

Published in:
Les Carnets du Centre de Philosophie du Droit

Publication date:
2005

Document Version
le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):
Loute, A 2005, 'La vigilance collective ', *Les Carnets du Centre de Philosophie du Droit*, numéro 114, pp. 1-26.

General rights

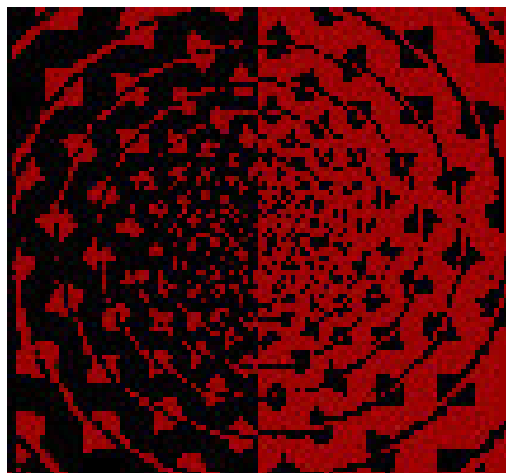
Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

Les Carnets du Centre de Philosophie du Droit



Titre : *La vigilance collective : L'apport des sociologies de Boltanski et Chiapello, Callon, Lascoumes et Barthe à la théorie de l'action collective*

Auteur: Alain Loute

N° 114

Année : 2005

© CPDR, Louvain-la-Neuve, 2005

This paper may be cited as: Alain Loute, " La vigilance collective : L'apport des sociologies de Boltanski et Chiapello, Callon, Lascoumes et Barthe à la théorie de l'action collective", in Les Carnets du Centre de Philosophie du Droit, n° 114

Collège Thomas More, place Montesquieu, 2 B-1348 Louvain-la-Neuve

Téléphone (32 10) 47 46 52 Fax (32 10) 47 86 01

E-mail : brand@cpdr.ucl.ac.be

La vigilance collective :
L'apport des sociologies de Boltanski et Chiapello, Callon, Lascoumes et
Barthe à la théorie de l'action collective

Dans *le nouvel esprit du capitalisme*, Luc Boltanski et Eve Chiapello partent d'un constat assez amer sur le contexte socio-économique français des années 90. Ces années se caractérisent par une « dégradation de la situation économique et sociale d'un nombre croissant de personnes » et un « capitalisme en pleine expansion et profondément réaménagé »¹. L'augmentation de la misère n'a pourtant pas pour effet de fournir matière et arguments à la critique du capitalisme. Celle-ci donne plutôt l'impression d'être sans voix. En plein désarroi, elle est en décalage avec le monde. On lui reproche de vouloir retrouver un monde à jamais dépassé. Le pessimisme est de mise.

L'époque actuelle jette ainsi un doute sur notre capacité à décider collectivement de notre destinée. Un sentiment d'impuissance se propage face aux changements du capitalisme. Alors qu'auparavant ce dernier semblait pouvoir être contraint par des dispositifs de régulation qui assuraient une certaine distribution des risques et des richesses, aujourd'hui, l'individualisation des risques et leur distribution inégale semblent être inhérentes au mode de développement du système mondial. Le plus dur, dans ce contexte, c'est que la critique sociale paraît sans réels moyens d'action. Au plus elle crie, au plus on la rabroue en l'accusant de conservatisme et d'archaïsme. La critique est sans prises sur un monde qui a changé.

¹ BOLTANSKI L. et CHIAPELLO E., *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, Paris, 1999, p. 17. Nous citerons « NEC ». Par contraste avec la fin des années 60 et le début des années 70, le capital a connu « de multiples opportunités d'investissement offrant des taux de profit souvent plus élevés qu'aux époques antérieures » (NEC, p. 19). A côté de cette régénérescence du capitalisme, la « société » va mal : « appauvrissement de la population d'âge actif, croissance régulière du nombre des chômeurs et de la précarité du travail, stagnation des revenus du travail » (NEC, p. 23),...

Un déphasage de l'époque actuelle se donne dès lors à voir entre toute action collective et le monde. Faut-il considérer ce déphasage comme quelque chose de temporaire ou constitue-t-il un horizon indépassable de notre condition humaine ? Y a-t-il un moyen d'agir sur ce déphasage ? Nous nous proposons, dans cet article, d'examiner et d'évaluer différentes tentatives d'*action* sur ce décalage. Plus précisément, nous nous intéresserons au travail de Boltanski et Chiapello et à celui de Callon, Lascoumes et Barthe. Il est possible, en effet, de relever chez ces auteurs la proposition d'une forme de vigilance collective qui, à nos yeux, diminuerait ce décalage entre les actions collectives et le monde. Nous commencerons par nous pencher sur Boltanski et Chiapello et terminerons par Callon et consorts.

1. Luc Boltanski et Eve Chiapello : organiser la vigilance de la critique

Le grand intérêt, pour nous, du *Nouvel esprit du capitalisme* est qu'il essaie de comprendre cette situation de déphasage. A cette fin, les auteurs ont tenté de rendre compte du processus de formation de la critique et de son évolution, depuis son point de départ dans un sentiment d'indignation, jusqu'à son achèvement dans un acte d'accusation. Pour eux, le déphasage de la critique n'est que transitoire, il n'est qu'une étape dans l'évolution des appuis normatifs de la critique. A travers cette analyse, l'intention de B. et C. n'est pas que sociologique, mais aussi politique². Leur espoir est de pouvoir « renforcer la résistance au fatalisme »³, en montrant que la situation actuelle peut évoluer et en indiquant des pistes de *relance* de la critique. Ils vont même jusqu'à proposer d'agir sur le déphasage de la critique. Notre intérêt est d'examiner et d'évaluer cette proposition. A ce titre, nous ne discuterons pas ici l'apport que constitue *Le nouvel esprit* pour l'analyse socio-économique de l'évolution du capitalisme en tant que telle. Nous commencerons par identifier le déphasage de la critique en suivant B. et C. dans leur compréhension de la dynamique d'évolution de la critique.

1. 1. La critique en continuel retard sur le monde

Pour B. et C., toute critique prend comme point de départ un sentiment d'indignation :

« La formulation d'une critique suppose au préalable une expérience désagréable suscitant la plainte, qu'elle soit vécue personnellement par le critique ou qu'il s'émeuve du sort d'autrui (Chiapello, 1998). C'est ce que nous appellerons ici la source de l'*indignation*. Sans ce premier

² NEC, p. 30.

³ NEC, p. 29.

mouvement émotif, presque sentimental, aucune critique ne peut prendre son envol »⁴.

Pour autant, l'émotion n'explique pas, de manière quasi-causale, l'engagement dans la critique. Point donc de déterminisme « psycho-biologique ». La critique ne sera que le bout de la chaîne de tout un travail collectif de transformation de cette émotion en indignation, puis en accusation.

Permettons-nous un détour par l'ouvrage qu'a consacré Boltanski à l'éthique de la souffrance, afin de voir comment il traite cette expérience émotionnelle de l'indignation. Dans *La souffrance à distance*, Boltanski aborde l'observation de la souffrance comme une action. Le résultat attendu de son travail est une « pragmatique du spectateur »⁵ de la souffrance. Son modèle est élaboré à partir d'un va-et-vient entre l'analyse de terrain et l'analyse de textes de la tradition rapportant des descriptions tant de la souffrance que de la manière dont est affecté le spectateur de cette souffrance.

Pour Boltanski, l'observation de la souffrance n'est pas une expérience sans contraintes morales. En fermant les yeux, le spectateur se rend coupable par omission. En gardant les yeux ouverts, il se rend suspect de curiosité malsaine. Une façon acceptable d'observer la souffrance consisterait à prolonger l'expérience par une prise de parole publique. Cette parole aurait pour fonction de rapporter l'expérience à autrui et de l'amener à agir, en lui faisant une « proposition d'engagement »⁶. Cette proposition, en plus de « transporter » une représentation de la souffrance, doit s'accompagner d'une description de ce que provoque l'observation de la souffrance chez le spectateur, cette communication des émotions ayant pour effet de donner une garantie quant à la sincérité des intentions de celui-ci. Pour que cette proposition d'engagement soit partagée, « il faut que des personnes différentes puissent nourrir leur imagination à une même source »⁷. Boltanski identifie de telles sources d'imagination à travers différentes « formes d'expression » (« mythes, contes, récits historiques, romans, autobiographies, chansons, films, reportages ou fictions télévisuelles etc. »⁸). Ces formes constituent autant de « façons de transmettre à autrui le spectacle de la souffrance »⁹, différentes « *sensibilités* communes »¹⁰. Boltanski leur donne le nom de « topique ». Il en relève trois : la topique de la

⁴ NEC, p. 81.

⁵ « L'idée d'une pragmatique du spectateur peut apparaître paradoxale puisque la question que doit affronter le spectateur est d'abord celle que lui pose son inaction. Mais la relation réflexive à l'inaction exige aussi une compétence dont la mise en œuvre dans des situations réelles ou dans des dispositifs expérimentaux peut faire l'objet d'une connaissance empirique » (BOLTANSKI L., *La souffrance à distance, Morale humanitaire, médias et politique*, Métailié, Paris, 1993, p. 86). Nous citerons « SD ».

⁶ SD, p. 78.

⁷ SD, p. 80.

⁸ *Ibidem*.

⁹ SD, p. 85.

¹⁰ *Ibidem*.

dénonciation, la topique du sentiment et la topique esthétique¹¹. La topique de la dénonciation est la lointaine origine de la critique. En *proposant* aux spectateurs de *s'engager* dans une recherche des causes objectives de la souffrance, elle initie le long travail de formation d'une critique.

Gardons bien à l'esprit que l'expérience de l'observation de la souffrance constitue une condition *nécessaire*, et non pas *suffisante*, à un engagement collectif dans la critique. Nous l'avons vu, d'autres réactions à la souffrance sont possibles. Reste alors à comprendre ce qui fait que cette proposition d'engagement a plus de chances d'être acceptée que les autres topiques. Il semble qu'au plus la dénonciation prendra appui sur des « chaînes » d'accusation solides, capables de lier le malheur des miséreux au bonheur des grands, au plus sa proposition d'engagement aura de chance d'être largement acceptée. C'est l'appui des « cités » qui permet la construction d'un tel enchaînement. Les cités sont des « conventions très générales orientées vers un bien commun et prétendant à une validité universelle »¹². Loin des idéologies qui détournent de la réalité, elles s'incarnent dans le monde à travers des *dispositifs d'épreuves institutionnalisés* qui permettent d'évaluer les actions. En croisant analyse de disputes en situation et analyse de textes politiques de la tradition¹³, Boltanski et Thévenot, dans *De la justification*¹⁴, ont mis à jour six « cités », ordonnées chacune autour d'un bien commun différent, mais toutes soumises au même ensemble de règles « grammaticales » du juste. L'action collective n'est possible que grâce à l'appui de telles cités instituées dans le monde. Sans elles, pas moyen d'entrer dans un processus de coopération.

Reste que la critique peut « porter sur des moments qui n'avaient pas été jusque-là formalisés en termes d'épreuve, engageant des êtres dont les souffrances ou le caractère injuste de la condition qui leur est faite n'avaient pas été relevés »¹⁵. Face à ces malheurs inédits, la critique ne peut que juger le présent avec les catégories du passé, en mobilisant des cités éprouvées. Cet anachronisme a pour conséquence de susciter l'incertitude quant au bien-fondé

¹¹ Dans la première, l'émotion se transforme en indignation et conduit l'acteur à porter une accusation. Dans la deuxième, elle se transforme en attendrissement. Le spectateur se tourne vers la gratitude qu'un bienfaiteur peut avoir pour un malheureux. Dans la troisième, ni indignation, ni attendrissement. Le spectateur « affronte la vérité et la regarde en face. Ce qu'il voit : l'horreur (...) il ose porter les yeux sur le malheureux sans les détourner aussitôt en direction d'un bienfaiteur ou d'un persécuteur imaginaires et voir le mal en face » (SD, p. 169).

¹² NEC, p. 61.

¹³ « Le fait de rapprocher des données recueillies sur le terrain auprès de personnes ordinaires et des textes savants appartenant à la tradition culturelle (...), était supporté par une réflexion sur la place de la tradition dans notre société et, plus précisément, dans notre univers politique. On peut montrer, en effet, que les constructions de la philosophie politique sont aujourd'hui inscrites dans des institutions et des dispositifs (comme, par exemple, des bureaux de vote, des ateliers, des médias ou encore des concerts, des réunions de familles, etc.) qui informent continuellement les acteurs sur ce qu'ils ont à faire pour se conduire normalement » (NEC, pp. 674-675).

¹⁴ BOLTANSKI L. et THEVENOT L., *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991 (1^{ère} édition 1987).

¹⁵ NEC, p. 603.

de la proposition d'engagement. La critique ne parvient pas réellement à évaluer les actions, à construire une chaîne d'accusation dans laquelle l'occupation des places (victimes et bourreaux) est certaine, ni à fournir une représentation partagée des nouveaux malheureux. La critique se voit alors disqualifiée, soupçonnée jusque dans ses intentions.

Relancer la critique nécessite de produire de nouvelles cités, de reconstruire des dispositifs d'épreuves capables de qualifier et relier tous les êtres. Ce qui signifie passer par une période d'incertitude qui risque de détourner plus d'un spectateur de la topique de la dénonciation. De plus, Boltanski et Chiapello relèvent, dans *Le nouvel esprit*, la résistance que les acteurs peuvent développer face à l'institutionnalisation de nouveaux repères de la critique. « Du fait de l'institutionnalisation de certaines épreuves jouant le rôle de points focaux et associées à des répertoires de critique et de justification intégrés à un savoir commun, si la critique tente de s'orienter dans des directions différentes, elle aura du mal à se faire entendre et risquera toujours d'être rabattue sur les épreuves reconnues »¹⁶.

Si la critique est déphasée, c'est donc avant tout parce qu'elle ne se met en route qu'après coup, sur l'impulsion première de souffrances qui émergent dans le monde. En un mot : « Les mondes précèdent les cités »¹⁷. La critique est donc toujours en retard sur le monde, d'autant plus qu'il faut compter, dans le cas de la formation de nouvelles cités, sur une forte résistance des acteurs. Mais ce que pensent également B. et C., c'est que ce retard n'est jamais comblé. Le temps que la critique voit sa proposition d'engagement à nouveau largement acceptée, elle « se trouve souvent (...) sans prise sur un monde qui n'est déjà plus le même »¹⁸.

Pour bien comprendre le fait qu'on ne peut espérer que la critique comble un jour son retard, il faut saisir son caractère intrinsèquement *ambigu*. Si elle est ambiguë, c'est parce qu'elle « partage toujours – même en ce qui concerne les mouvements les plus radicaux – "quelque chose" avec ce qu'elle cherche à critiquer »¹⁹. Ainsi en va-t-il, selon B. et C., des rapports entre la critique et l'esprit du capitalisme. Ce dernier a pour but de justifier le capitalisme, de le rendre légitime afin d'engager les acteurs dans l'entreprise capitaliste. Tout comme la critique, l'esprit prend appui sur des cités, ces dernières étant « à la

¹⁶ NEC, p. 591.

¹⁷ B. et C. : « les mondes précèdent les cités. Cela même si le mouvement conduisant à la formation d'une cité peut être compris, un peu dans la logique du cercle herméneutique, comme un moment d'un processus de réflexivité par l'intermédiaire duquel une certaine forme de vie acquiert un sens et un certain monde et se dote d'une cohérence et d'un style » (NEC, p. 627).

¹⁸ NEC, p. 413.

¹⁹ NEC, p. 87.

fois des opérateurs de justification et des opérateurs critiques »²⁰. C'est dans le même monde que l'esprit et la critique puisent leurs ressources normatives. Comme elle prend appui sur des cités que l'esprit mobilise – ou peut mobiliser – elle risque à tout moment d'être accusée de s'être fait récupérer, de jouer davantage le rôle de légitimation du capitalisme que celui de dénonciateur des souffrances qu'il produit. Une critique proprement anti-capitaliste est donc impossible²¹. Les acteurs ne peuvent mener jusqu'au bout une critique du « système » car la « critique du capitalisme, en son fondement, ne procède pas d'une position extérieure au système qu'il définit, mais s'enracine en lui, et en est même une dimension motrice »²². La critique risque toujours, alors même qu'elle se fait sans compromission, d'indiquer une voie de sortie à la crise de légitimité du capitalisme. La raison en est qu'elle ne peut jamais s'appuyer sur tous ses appuis normatifs à la fois, ceux-ci entretenant des rapports conflictuels entre eux²³. L'esprit du capitalisme joue avec cette conflictualité de la critique. Face à une critique puissante, il lui est toujours possible de recentrer le conflit autour d'appuis normatifs mobilisés par une critique plus faible²⁴.

Face à un monde changeant, on ne pourrait donc jamais intervenir qu'après coup. De plus, le travail d'institutionnalisation de nouveaux dispositifs d'épreuve capable de rendre compte de nouvelles souffrances semble tellement long, qu'il faut croire que, une fois instituées, ces épreuves feront face à un monde qui aura une fois de plus changé. Plus inquiétant encore pour les acteurs, rien ne semble pouvoir garantir que leurs actions ne serviront pas des buts opposés aux leurs. A prendre en compte ce retard continu de la critique, on comprend pourquoi le fatalisme est de mise. D'où l'intérêt, pour nous, de revenir maintenant sur la description que B. et C. font du contexte socio-économique des années 80-90, afin de voir comment ils prétendent parvenir à « renforcer la résistance au fatalisme »²⁵.

1. 2. Relancer la critique et agir sur son retard

Précisons l'intention « politique » qui traverse *Le nouvel esprit du capitalisme* :

²⁰ NEC, p. 628.

²¹ « Comment pourra-t-elle se prévaloir d'une opposition tranchée, si elle demeure effectivement enracinée dans ce à quoi elle s'oppose ? » (KARSENTI B., « Le capitalisme au présent, Une lecture du *Nouvel esprit du capitalisme* de L. Boltanski et E. Chiapello », in *Multitudes*, n° 3, 2000, accessible à l'adresse suivante : http://multitudes.samizdat.net/article.php3?id_article=243).

²² KARSENTI B., *op. cit.*

²³ Dans *De la justification*, Boltanski et Thévenot montrent comment chaque cité constitue un point d'appui pour critiquer les autres. (BOLTANSKI L. et THEVENOT L., *op. cit.*, pp. 291-334).

²⁴ Selon B. et C., en France, le nouvel esprit du capitalisme aurait trouvé une voie de sortie de sa crise en puisant des éléments dans la « critique artiste » – qui se centre sur l'oppression et l'inauthenticité de l'activité capitaliste –, se détournant d'un face à face avec la critique sociale – qui dénonce l'exploitation et l'opportunisme.

²⁵ NEC, p. 29.

« Notre ambition a été de renforcer la résistance au fatalisme, sans pour autant encourager le repli dans un passéisme nostalgique, et de susciter chez le lecteur un changement de *disposition* en l'aidant à considérer autrement les problèmes du temps, sous un autre cadrage, c'est-à-dire comme autant de processus sur lesquels il est possible d'avoir prise »²⁶.

Avant tout, B. et C. veulent montrer que cette situation d'un capitalisme surpuissant et d'une critique déphasée n'a rien d'immuable. Pour ce faire, ils tentent de montrer qu'un travail de relance de la critique, par les acteurs eux-mêmes, est déjà en cours. Dans leur démonstration, B. et C. nous replongent dans le contexte socio-économique des années 80-90. A cette époque, l'esprit du capitalisme est sans réel concurrent. Loin d'être inquiété, il développe un discours justifiant une activité capitaliste qui s'est considérablement transformée depuis les années 60. Entre autres changements, ils signalent le passage du format d'entreprises à structure pyramidale à celui d'« entreprises *maigres* travaillant *en réseau* avec une multitude d'intervenants »²⁷ ; ils relèvent également « une organisation du travail en équipe, ou *par projets*, orientée, vers la satisfaction du client »²⁸. S'il est un thème qui permet de donner, à lui seul, un bon aperçu des changements, c'est celui de *flexibilité*. L'esprit du capitalisme développe un discours mobilisateur en pointant les possibilités de créativité, d'épanouissement personnel que recèle un mode d'organisation libéré de la grande entreprise intégrée. Face à lui, la critique est désarmée. Elle est débordée par l'émergence d'un monde en réseau que ne peuvent plus contraindre les épreuves instituées²⁹. Elle passe pour conservatrice ou, pire encore, pour corporatiste³⁰. Pourtant, ce monde regorge de souffrances et d'inégalités. Le fait est que le potentiel critique n'a pas trouvé à s'exprimer à travers la critique, mais à travers « l'action humanitaire ». Dans ce type d'action collective, qui relève davantage de la topique du sentiment que de celle de la dénonciation, on ne recherche plus les causes de la souffrance mais on tente de soulager, dans un face à face sans médiation, la souffrance du malheureux qui n'est plus un exploité, mais un exclu³¹.

²⁶ *Ibidem*.

²⁷ NEC, pp. 115-116.

²⁸ NEC, p. 116. De nouvelles méthodes de production voient le jour : la *lean production*, « le processus d'amélioration continue (Kaizen) » (NEC, p. 116.), le *just in time*,...

²⁹ Par exemple, les dispositifs qui servaient au calcul du partage salaires-profits deviennent de moins en moins efficaces, ceci, entre autres, à cause de « l'éclatement des grandes entreprises intégrées en groupes de petites entreprises ayant recours à de nombreux services de sous-traitance » (NEC, p. 610). On peut signaler également leur inadéquation pour l'évaluation des risques que de nouveaux produits financiers font peser sur l'économie (NEC, p. 610),...

³⁰ B. et C. : « C'est ainsi que l'on peut comprendre, au moins pour une part, le déclin du syndicalisme au cours des années récentes. Le syndicalisme, toujours focalisé sur les épreuves clés d'un système de relations professionnelles contourné et débordé de toute part, perd de sa crédibilité y compris auprès des salariés, ce qui semble donner raison à ceux qui n'y voient plus que l'instrument corporatiste d'une petite catégorie de privilégiés du travail coupés du monde réel, du monde tel qu'il est, tel qu'il est devenu » (NEC, p. 611).

³¹ Pour B. et C. au cours des années 80, la catégorie d'« exclusion » tend à prendre la place de celle d'« exploitation » pour désigner la « négativité sociale » (NEC, p. 425). Alors que la catégorie d'exploitation est

Pour B. et C., la relance de la critique ne pourra se faire qu'en formant une nouvelle cité capable de construire une chaîne d'accusation entre tous les êtres. Seule une cité isomorphe³² au nouveau monde en réseau sera capable de montrer que c'est « *le malheur des petits qui fait le bonheur des grands* »³³. Ils donnent alors le profil d'une cité, la « cité par projets », qui devrait constituer un appui normatif capable de dénoncer les souffrances du nouveau monde. Pour être grand dans un monde en réseau, il faut être mobile, capable de se lier, de tisser des liens. Ainsi, dans la nouvelle activité capitaliste, les gagnants sont les individus capables de passer d'un projet à un autre, de s'adapter à un environnement de travail changeant, de se former tout au long de la vie,... Les petits sont, quant à eux, rigides, immobiles, inadaptables, sans liens. La cité par projets permettrait de relier la situation des petits à celle des grands, en montrant comment des grands accroissent leur mobilité en profitant de l'immobilité des petits, ceux-ci jouant le rôle de *doublure* des grands³⁴. Le petit permet au grand d'accumuler un capital de relation sans commune mesure avec ce qu'il pourrait espérer engranger tout seul. L'exploitation vient de ce que cette participation du petit à l'accumulation du capital de relation n'est pas rémunérée : il ne profite pas du capital du grand – le grand ne lui fait pas profiter de ses connexions. Instituer la cité par projets reviendrait à élaborer des dispositifs d'épreuves qui permettraient, entre autres, d'arriver à une rémunération plus juste des activités menées dans un monde en réseau³⁵, d'égaliser les chances de mobilité,...

Pour B. et C., au début des années 90, la « cité par projets » n'est repérable qu'au niveau « rhétorique »³⁶ dans les discours de management. Pourtant, ne disions-nous pas que les cités constituaient des appuis institutionnalisés dans le monde et non pas de simples ornements rhétoriques ? S'il veut être réellement mobilisateur, l'esprit du capitalisme « doit, dans une certaine mesure, donner ce qu'il promet »³⁷. Néanmoins, « la mise en œuvre de ce qui est promis dans l'esprit du capitalisme comme forme de justice par le biais de dispositifs est largement fonction du niveau de critique auquel sont

indissociable d'un geste de dénonciation, celle d'exclu désigne une victime sans bourreau. Un exemple d'exclu des années 80 : le chômeur de longue durée. En assimilant le chômeur à un exclu, on ne relie plus sa situation à celle d'un exploiteur. On tend à assigner la cause de sa misère à des handicaps propres à l'individu (sociaux, intellectuels, physiques,...).

³² Il semble que, pour B. et C., l'isomorphisme constitue la condition d'efficacité de la critique : « La reprise de la critique s'accompagne, mais toujours avec retard, de l'apparition de nouveaux types de dispositifs protestataires mieux en prise avec les formes émergentes du capitalisme, selon le principe qui veut que la critique, en cherchant l'efficacité, tend à devenir isomorphe aux objets auxquels elle s'applique » (NEC, p. 622).

³³ NEC, p. 464.

³⁴ « En demeurant sur place, les petits y assurent la présence des grands, qui ne peuvent être partout en même temps, et entretiennent pour eux les liens qu'ils ont tissés » (NEC, p. 447).

³⁵ « La rémunération que l'on doit accorder, pour être juste, à un contributeur donné dans un monde en réseau comprenant une succession de projets ne se limite pas au seul revenu que celui-ci tire de son travail. En effet, il semble acquis que, désormais, une rémunération équitable comprend également une amélioration ou au minimum un maintien de l'*employabilité* du travailleur » (NEC, p. 478).

³⁶ NEC, p. 424.

³⁷ NEC, p. 584.

confrontés les émetteurs de cet esprit »³⁸. L'institution de la cité par projets ne pourra donc se réaliser qu'à la condition que la critique fasse pression pour l'implantation de cette cité.

Ce qui rend B. et C. optimistes, ce sont les signes qu'ils relèvent d'un tel travail de relance de la critique. Les auteurs repèrent un de ces signes dans l'émergence de l'action humanitaire. Plutôt que d'en conclure à la fin de la critique, ils interprètent l'émergence de cette action collective comme les premiers pas vers la sortie de la crise de la critique. Vu la disqualification et la délégitimation de la critique, elle « ne pouvait retrouver un nouveau souffle que dans une sorte de relation directe avec la souffrance »³⁹. L'action humanitaire a constitué une première proposition d'engagement collectif face à des souffrances que la critique ne percevait ou ne traitait pas. B. et C. voient un autre indice d'une relance de la critique dans l'émergence de nouveaux mouvements protestataires s'organisant en réseau. Ces nouveaux mouvements se veulent résolument critiques, tout en rejetant les formes traditionnelles de la critique et des organisations militantes⁴⁰. Ce qui intéresse les auteurs, c'est l'homologie morphologique⁴¹ apparente entre ces mouvements et le néo-capitalisme. « Cette homologie donne à ces mouvements très mobiles l'occasion de retrouver des prises là où, précisément, les organisations traditionnelles perdaient pied »⁴². Ces mouvements pourraient constituer l'embryon d'une critique adaptée au monde en réseau. « Leur reprise de la thématique du réseau et du projet les plaçant au plus près du nouveau monde les rend particulièrement à même d'inventer les dispositifs de la cité par projets »⁴³. Mais l'optimisme de B. et C. ne repose pas sur ces seuls indices. Pour eux, nul doute que des capitalistes se rendront compte de l'intérêt qu'ils peuvent avoir à instituer la cité par projets car un monde – et les opportunités qu'il recèle – sans contraintes ne peut durer⁴⁴. En résumé, l'institutionnalisation de la cité par projets constitue un scénario tout à fait

³⁸ BOLTANSKI L. et CHIAPELLO E., « Comment interpréter les changements du capitalisme, Réponses à quelques critiques », in *Sociologie du travail*, 43, 2001, pp. 409-421, p. 414.

³⁹ NEC, p. 621. « la reconstruction d'une critique crédible passait en effet par un refus relatif du discours et, notamment, du discours théorique, au profit d'un engagement direct auprès des personnes les plus profondément touchées par les effets destructeurs des déplacements du capitalisme » (*Ibidem*).

⁴⁰ « aux organisations *rigides*, dont la *bureaucratization* risque de faire passer les intérêts de l'organisation avant celui des personnes qu'elle prétend défendre, ils [les nouveaux mouvements] opposent des formes souples, flexibles, faisant appel, à propos d'événements précis (définis comme autant de *projets* et souvent intentionnellement médiatisés, comme par exemple, des occupations) à des personnes très inégalement investies et sous des rapports divers. A ceux qui prêtent la main à ces événements n'est pas demandée une adhésion totale sous tous les rapports mais seulement un accord ponctuel sur la validité de l'action menée. Ces mouvements revendiquent en effet, contre le travail d'homogénéisation idéologique des organisations traditionnelles, dénoncé comme totalitaire, le respect de l'hétérogénéité et de la pluralité des modes et des motifs d'engagement » (NEC, p. 434).

⁴¹ NEC, p. 434.

⁴² NEC, pp. 434-435.

⁴³ NEC, p. 466.

⁴⁴ « Un monde dans lequel tous, ou pour le moins un grand nombre d'acteurs, et non quelques malins, chercheraient à maximiser leurs réseaux en sélectionnant des cibles bien placées et en pratiquant la séparation des espaces de relations tendrait à s'effondrer sur lui-même » (NEC, p. 468).

vraisemblable. « Les problèmes que pose le développement de comportements opportunistes dans un monde en réseau touchent suffisamment de personnes, quoique sous des formes différentes, et de façon suffisamment préoccupante, pour que l’alliance d’acteurs très disparates puisse néanmoins se réaliser »⁴⁵.

Nous pensons que B. et C. cherchent, à travers cette analyse sociologique, à combattre le fatalisme. Leur interprétation des signes de relance de la critique s’accompagne du souhait que, à travers la lecture de ce travail, se dissipe chez les acteurs la croyance que la critique ne pourra jamais plus contraindre le capitalisme. A nos yeux, un tel projet, s’il est bien le leur, est réellement problématique. Il rentrerait en tension avec leur démarche sociologique. On peut qualifier celle-ci d’herméneutique puisque l’enjeu est de comprendre comment la critique du capitalisme s’enracine en lui comme une forme d’auto-interprétation de sa limitation interne. Il ne s’agit pas pour eux d’expliquer de manière causale l’évolution de la critique. Ils cherchent plutôt à interpréter les signes du travail, mené par les acteurs eux-mêmes, de formation d’une nouvelle critique au sein du capitalisme. Leur interprétation reste de l’ordre du *probable*. Tout porte à croire qu’ils en sont tout à fait conscients. Ainsi, pour les sociologues, l’institutionnalisation de la cité par projets « demeure un scénario optimiste dont rien ne dit qu’il se réalisera »⁴⁶.

Mais en attribuant à l’interprétation sociologique la capacité d’inférer la croyance dans la relance de la critique, ne transforme-t-on pas l’interprétation en *prédiction* ? A la lecture du *Nouvel esprit*, l’impression est forte qu’un des buts de B. et C. est d’expliquer – et non pas simplement interpréter – la dynamique d’évolution du social, en montrant que le social suit un mouvement circulaire toujours relancé. On a l’impression que les deux sociologues veulent lutter contre le fatalisme en enseignant que la société est rythmée par des continuelles redéfinitions d’elle-même et que l’époque actuelle n’est que transitoire. Ils attendraient que le fatalisme se dissolve dans la conscience de la répétition de l’histoire du social. Une telle méthode soulève plusieurs difficultés. Tout d’abord, elle suppose qu’on puisse décrire la dynamique d’évolution du social comme une circularité toujours relancée. Or, rien ne garantit que le mouvement du social se donne à voir de cette façon. Qu’est-ce qui nous assure qu’au discours de l’exclusion succèdera à nouveau un discours de l’exploitation ? Sommes-nous assurés que, suite à chaque changement du monde, s’enclenchera un travail de mise en relation de tous les êtres à travers la construction d’une nouvelle chaîne d’accusation ? Un autre présupposé de cette manière de lutter contre le fatalisme est que l’on peut s’assurer de l’effet que le savoir sociologique aura sur le monde social. Force est de reconnaître que plutôt que d’atténuer le sentiment de fatalisme, le discours sociologique pourrait avoir

⁴⁵ NEC, p. 467.

⁴⁶ NEC, p. 466.

comme effet de l'amplifier. En mettant à jour la circularité de l'évolution du social, l'éternelle répétition de ce retour de la critique sur le monde, ne mettons-nous pas les individus face à un destin digne de Sisyphe ?

Ce ne serait pas faire justice à Boltanski et Chiapello que de laisser entendre que leur lutte contre le fatalisme se joue au niveau d'une prédiction sociologique. Loin de se limiter à un simple constat du retard de la critique, ils préconisent d'*agir* sur ce retard, comme s'ils comptaient sur la consolation que pourrait procurer le sentiment d'avoir diminué le retard de la critique. Ils proposent ainsi d'organiser la *vigilance* de la critique. Cette dernière serait moins à la traîne, si elle se montrait plus à l'écoute des changements. L'Etat pourrait jouer ici un rôle important. En plus de participer à la réglementation du nouveau monde, il pourrait soutenir des dispositifs d'« écoute » des nouvelles souffrances sociales, ce qui aurait pour effet d'accélérer le renouvellement de la critique. B. et C. :

« On peut penser également qu'une politique publique responsable serait de contribuer à assurer les conditions de possibilité d'une telle vigilance de la critique, en permettant la représentation dans le débat politique des personnes souffrant le plus des nouvelles conditions et en subventionnant des centres de calculs indépendants susceptibles de créer et de diffuser des données sur les effets du basculement du monde dans la sphère du néo-capitalisme »⁴⁷.

B. et C. attendent d'une telle vigilance la possibilité de pouvoir rendre visibles des souffrances non encore reconnues tant par les forces critiques que par l'action humanitaire. Elle ne se limiterait pas seulement à accélérer la mise sur pied de la cité par projets en recueillant des données sur les malheurs que provoque le nouveau monde en réseau. Elle permettrait également d'anticiper les souffrances que cette cité pourrait provoquer. De ce fait, en tentant de diminuer le retard de la critique, on réduirait du même coup son ambiguïté, car on essaierait de repérer les souffrances qu'elle engendre malgré elle⁴⁸.

L'intérêt de cette proposition, même si elle n'est que peu développée par B. et C., est qu'elle élargit le champ de l'action collective. Il n'est plus question d'agir seulement sur le nouveau monde, mais également sur le retard et l'ambiguïté de la critique. Néanmoins, si cette proposition d'action suscite notre intérêt, elle ne nous semble pas pour autant sans difficulté et ambiguïté. D'une

⁴⁷ NEC, p. 624. B. et C. reprennent l'expression de « centre de calculs » à Bruno Latour (cf. NEC, p. 609).

⁴⁸ Des centres de calculs indépendants permettraient, par exemple, de montrer que la vie dans un monde en réseau – même réglementé par la cité par projets – a toutes les chances de conduire les individus à l'anomie. Par ce concept, Boltanski et Chiapello rapportent une « perte de sens », c'est-à-dire une difficulté grandissante des individus à se projeter dans l'avenir. La raison en est la valorisation que la logique de réseau effectue du transitoire, du caractère temporaire des relations. Pour nos sociologues, la possibilité de réalisation de soi dépend pourtant, en partie, de la durabilité de certaines relations (mariage, relations d'amitié, etc.). En disqualifiant l'immobilité et la stabilité, la logique du réseau pourrait susciter chez certaines personnes une véritable crise d'identité.

part, si B. et C. veulent voir cette proposition se réaliser, il faut qu'elle se constitue en « proposition d'engagement ». Quelles garanties les sociologues ont-ils que les acteurs s'approprient cette proposition ? Pour être acceptée, une proposition d'engagement ne doit-elle pas être suscitée par le monde et prendre appui sur des dispositifs normatifs institués dans le monde ? D'autre part, cette proposition repose sur la croyance dans la circularité de l'évolution du social. Elle part du présupposé que la mise à jour de nouvelles souffrances conduira nécessairement les acteurs à se pencher sur elles et à construire de nouvelles chaînes d'accusation. Qu'est-ce qui nous garantit que les acteurs s'intéresseront à ces souffrances ? Plus grave encore, comment peut-on s'assurer que ces centres indépendants ne seront pas partiels dans leur description des malheureux ? Qui est vigilant face à ces centres de vigilance ? « "Qui garde les gardiens ?", c'est-à-dire, qui va réguler les régulateurs ? »⁴⁹. On ne peut compter sur l'Etat pour s'assurer de la non-ambiguïté des centres de vigilance puisque l'Etat, dans la sociologie de B. et C., n'est pas une « méta-cité », mais s'implique dans l'institutionnalisation des cités. Or, pour être indépendant, un centre de vigilance se doit de n'être attaché à aucune cité particulière, au risque de faire preuve de partialité dans la mise à jour des souffrances.

Si B. et C. ont le mérite de se donner une représentation de l'action à mener pour diminuer le retard et l'ambiguïté de la critique, force est de constater qu'ils ne peuvent s'assurer des conditions d'effectuation d'une telle action. Le paradoxe est que cette action, qui tente d'influencer l'évolution du social, semble devoir dépendre du mouvement de ce même social pour être acceptée comme « proposition d'engagement ». De plus, même si elle offrait un moyen de lutter contre l'ambiguïté de la critique, rien ne nous préserve de sa propre ambiguïté. Face à ce paradoxe, faut-il renouer avec la lucidité du fatalisme ? Nous proposons de nous pencher maintenant sur les travaux sociologiques de Callon et ses collègues, en espérant qu'ils fassent démentir un tel constat.

2. Michel Callon et consorts : la démocratisation de la démocratie

Si nous proposons de croiser ces auteurs, c'est parce que nous estimons qu'ils donnent bien à voir le retard qui frappe toute prise de parole critique sur le monde. De plus, nous pensons qu'une part de leur travail est dévolue à tenter de diminuer ce retard, en montrant comment l'émergence dans la société de « forums hybrides » a pour effet d'organiser une forme de vigilance collective. C'est en examinant ce double apport que nous aborderons ces auteurs.

⁴⁹ EBERLEIN B., « L'Etat régulateur en Europe », in *Revue française de science politique*, vol. 49, n°2, 1999, pp. 205-230, p. 214.

2. 1. La double délégation de la démocratie : retard et trahison de la parole des profanes sur leur monde

Pour Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe, alors « que notre monde commun se décide en grande partie dans les laboratoires, il n'est discuté qu'en dehors des laboratoires »⁵⁰. Des choix sont faits qui ont pour effet de réellement transformer notre monde, sans qu'ils aient pu être débattus. « Certes ces choix sont ensuite évalués par les marchés ou discutés dans les arènes politiques conventionnelles, mais ces discussions se situent en aval, une fois écartés d'autres chemins, d'autres voies qui auraient sans doute mérité d'être considérés pour être débattus plus largement »⁵¹. Le « peuple » ne peut plus alors exprimer sa volonté qu'une fois le monde déjà largement façonné.

Callon et consorts utilisent le vocable de « traduction » pour nommer ce travail de recherche qui conduit le monde d'un état à un autre. Ils distinguent dans ce processus trois temps de traduction. « Le premier temps est celui de la réduction du grand monde (le macrocosme) au petit monde (le microcosme) du laboratoire »⁵². Le macrocosme est réduit, simplifié, rendu « capitalisable, travaillable sur une feuille de papier »⁵³, « ramené à une taille qui permet les manipulations »⁵⁴. Le deuxième temps de traduction « est celui de la constitution et de la mise au travail d'un collectif de recherche restreint qui, s'appuyant sur une forte concentration d'instruments et de compétences, imagine et explore des objets simplifiés »⁵⁵. On explore, ni plus ni moins, des états du monde possibles. Le dernier temps de traduction est celui du retour au grand monde. Il s'agit de voir si les états du monde possibles explorés dans le laboratoire sont capables de « survivre » dans le grand monde. « Le retour vers le macrocosme pose d'abord le problème des alliances que le laboratoire a été capable de nouer autour de ses sujets de recherche. Le collectif de recherche, pour mobiliser les ressources et les soutiens sans lesquels il disparaîtrait bien vite, doit intéresser d'autres acteurs à son entreprise »⁵⁶. Il ne faudrait pas restreindre la notion d'« intéressement » à l'idée exclusive d'incitation monétaire. D'une manière plus générale, intéresser consiste à interpréter ce que veulent les entités (humaines ou non-humaines) auxquelles on veut s'associer et à leur démontrer que le projet du collectif de recherche constitue un point de passage obligé de leur inclination. S'ensuivent

⁵⁰ CALLON M., LASCOUMES P. et BARTHE Y., « La démocratie dialogique casse-t-elle des briques ? », in *Cosmopolitiques*, n° 3, 2003, pp. 108-130, pp. 109-110.

⁵¹ CALLON M., LASCOUMES P. et BARTHE Y., *Agir dans un monde incertain, Essai sur la démocratie technique*, Seuil, Paris, 2001, pp. 103-104. Nous citerons « AMI ».

⁵² AMI, p. 75.

⁵³ AMI, p. 77.

⁵⁴ AMI, p. 78.

⁵⁵ AMI, p. 75. Callon et consorts insistent sur le fait que le collectif de recherche se donne à voir sous la forme d'un réseau d'humains et de non-humains (instruments, etc.). Le collectif de recherche est un « système d'intelligence distribuée : ce que peuvent dire et écrire les êtres humains, ce qu'ils peuvent affirmer et objecter, ne saurait être dissocié de l'obscur travail des instruments et des corps disciplinés » (AMI, p. 86).

⁵⁶ AMI, p. 92.

des ajustements mutuels entre les différents « partenaires ». Faire advenir à l'existence un monde possible est à ce prix. Pour parler de ces opérations, Callon et consorts utilisent le nom de *labotarisation*. « Pour que le monde se comporte comme dans le laboratoire des chercheurs, (...) il faut tout simplement transformer le monde pour qu'en chaque point stratégique soit placée une "réplique" du laboratoire, ce site où l'on sait contrôler les phénomènes étudiés »⁵⁷. Ainsi, quand cette troisième traduction réussit, notre monde s'est considérablement transformé, des laboratoires se sont implantés « qui cadrent et préforment les actions possibles »⁵⁸.

A chacun des temps de traduction, des choix ont été posés par les seuls experts : choix des problèmes, choix du collectif de recherche qui explore les états du monde possibles et choix des acteurs à intéresser pour implanter de nouveaux laboratoires dans le monde. Bien que les profanes ne soient pas associés à ces différents moments, la recherche confinée change considérablement leurs vies⁵⁹.

Très souvent, la prise de parole des citoyens ne porte donc que sur un monde déjà largement façonné. Elle est en *retard*. Lorsqu'elle se pose, nombre de choix importants ont déjà été pris. Callon et consorts pensent – comme B. et C. – que, dans nos démocraties représentatives, ce retard ne peut que s'accroître. Dans ces démocraties, les citoyens ne s'expriment qu'aux élections pour désigner des délégués qui parleront en leur nom. Une fois ceux-ci choisis, les représentés se voient réduits au silence pour une durée déterminée. La liste des entités qui composent le collectif est alors établie par les discussions que mènent les porte-parole élus. Le collectif est constitué par *agrégation* des entités dont les identités sont considérées comme stables : les individus, à partir desquels le collectif est ordonné, hiérarchisé⁶⁰. Les porte-parole délimitent le collectif à partir des « préférences » dont ils estiment qu'elles sont celles des représentés. Lorsqu'ils parlent, les représentés ne s'expriment que sur un collectif déjà délimité par les seuls représentants et au sujet duquel ils ne peuvent que manifester leur approbation ou leur désaccord. En s'exprimant par la seule voie des élections, la parole des représentés ne risque pas seulement d'être continuellement en retard sur un collectif déjà défini, elle risque plus radicalement d'être continuellement *trahie* par leur porte-parole, ceci parce que leur parole est changeante et qu'elle se cherche continuellement elle-même,

⁵⁷ AMI, p. 98.

⁵⁸ AMI, p. 100.

⁵⁹ « Chacun de nous, dans la plus banale de ses actions quotidiennes, passe ainsi par les laboratoires construits et disséminés, par des collectifs de recherche qui ont su maîtriser avec maestria *traduction 1, traduction 2, puis traduction 3* » (AMI, p. 101).

⁶⁰ « L'agrégation suppose en effet l'existence d'unités de base indiscutables, unités qui se confondent avec les individus, entités ultimes et fondamentales à partir desquelles et sur lesquelles le collectif s'édifie. Elle suppose également un travail de classement, de regroupement, de hiérarchisation, qui n'est évidemment possible qu'à partir de ces entités indiscutables » (AMI, p. 183).

parce qu'on présume des préférences des représentés, alors que ceux-ci ne savent pas toujours eux-mêmes ce qu'ils veulent.

Nos démocraties « déléгатives » – reposant sur la double délégation de la tâche d'exploration des mondes possibles aux experts et de la tâche de délimitation du collectif aux représentants politiques – ne permettraient aux citoyens que de s'exprimer avec *retard* sur leur monde commun et sans réel moyen de dénoncer ce qu'ils considéreraient comme des *trahisons* de leurs porte-parole. A Callon et consorts de nous indiquer maintenant ce qu'ils entrevoient comme moyen de changer une telle situation.

2. 2. La vigilance des forums hybrides contre le retard de la parole des profanes sur leur monde

Dans *Agir dans un monde incertain*, Callon et consorts relèvent l'émergence dans l'espace social de différentes expériences collectives qui ont pour effet d'atténuer la double ligne de partage expert/profane et représentant/citoyen. L'intérêt pour les auteurs est que ces expériences ont toutes pour résultat, non pas de supprimer, mais d'enrichir la démocratie « déléгатive », de « démocratiser la démocratie » ! C'est sur ces actions que nous allons nous pencher, car elles sont présentées comme permettant réellement de diminuer le retard de la prise de parole du « peuple » sur l'évolution du monde.

Prenons un exemple tiré d'*Agir dans un monde incertain*. Dans la Sarthe, une controverse s'est cristallisée autour d'une ligne à haute tension⁶¹. Pour les responsables d'EDF, cette ligne à haute tension ne constitue pas un réel danger pour les riverains. Cette analyse ne satisfait pourtant pas ces derniers. Les maux de tête, les insomnies, etc. dont ils sont victimes ont pour effet de les inquiéter, et ce malgré le discours rassurant des experts d'EDF. S'ils ne s'associent pas avec ces derniers, c'est parce que la recherche menée dans les laboratoires d'EDF leur semble trahir ce qu'ils vivent. Il ne faut pas entendre qu'ils disposeraient de données scientifiques capables de démentir les résultats de la recherche d'EDF. Les nuisances qu'ils subissent leur révèlent simplement que l'incertitude reste totale malgré le discours d'EDF. Les riverains décident alors de se lancer dans le recensement de cas ; ils essaient de faire le rapprochement entre ce qu'ils vivent et les nuisances que peuvent subir d'autres riverains ; ils font appel à des experts jugés indépendants ; bref, ils organisent une véritable exploration des états du monde possibles.

Le livre de Callon et consorts regorge de descriptions d'expériences collectives de ce type. Ils qualifient de « forum hybride » l'espace dans lequel

⁶¹ Cf. AMI, p. 33.

elles se posent, afin de bien indiquer la mixité des acteurs en présence : riverains, experts,... Un forum hybride, c'est un lieu qui voit coopérer experts et profanes à chacun des temps de la traduction. Dès le premier temps de traduction, une collaboration se donne à voir. « C'est dans le travail de mise en évidence des problèmes, d'identification des obstacles, de mise en visibilité de phénomènes étranges et bizarres, que peut se situer une première contribution active des profanes (...) Les experts en effet, n'ont pas le monopole des problèmes »⁶². Des riverains peuvent ainsi accumuler des données et constituer une véritable « épidémiologie populaire »⁶³, ceci afin d'attirer l'attention des chercheurs sur des problèmes passés inaperçus. C'est ce qu'ont fait les riverains de la ligne à haute tension. Constatant que leurs maux de tête ne constituaient pas un problème qui intéressait les experts d'EDF, ils ont tenté d'intéresser d'autres experts à leurs problèmes. Mais des profanes interviennent également au deuxième temps de traduction. Ils peuvent « participer au collectif de recherche pour l'élargir et l'organiser »⁶⁴. Des groupes concernés par une controverse (groupes de riverains, de malades,...) prennent place, par le biais de leur porte-parole, dans le collectif de recherche. Un groupe de malades du sida peut, par exemple, critiquer le protocole adopté pour tester l'efficacité d'une nouvelle molécule, en montrant que certaines catégories de malades ne sont pas représentées parmi les malades recrutés pour le test⁶⁵. Les non-spécialistes jouent un rôle primordial dans le maintien de « l'esprit critique du collectif de recherche »⁶⁶. Ils n'hésiteront pas, en effet, à rappeler à l'ordre les chercheurs – ou à recourir à des experts extérieurs – s'ils estiment qu'on simplifie trop les problèmes. Enfin, une coopération se noue au dernier temps de la traduction, lorsqu'il faut appliquer les résultats du travail de laboratoire. Les profanes vont faire profiter les chercheurs de leur fine connaissance de leur environnement, en leur permettant de mieux identifier les entités (humaines et non humaines) auxquelles il faut s'allier pour que le projet de recherche réussisse.

Pour Callon et consorts, les forums hybrides n'ont pas pour effet de disqualifier la recherche confinée en laboratoire mais de l'enrichir. Le bénéfice est énorme. Ces forums augmentent le pouvoir d'exploration du monde, en abordant les controverses à partir d'un inventaire largement étoffé des problèmes et des solutions. Il est un autre bénéfice qui attire particulièrement notre attention : ces forums diminuent considérablement le *retard* de la parole des acteurs sur leur monde commun. Certes, les groupes concernés par une

⁶² AMI, p. 113.

⁶³ *Ibidem*.

⁶⁴ AMI, p. 121.

⁶⁵ « A trop vouloir considérer que n'importe quel corps malade est équivalent à n'importe quel autre corps malade, on finit par s'empêcher de saisir des différences d'efficacité et on interdit à certains groupes de bénéficier des éventuelles chances de guérison ou de rémission promises à ceux qui sont choisis pour les essais » (AMI, p. 124).

⁶⁶ AMI, p. 128.

nuisance s'expriment toujours *après* que celle-ci les inquiète. Néanmoins, dans les forums hybrides, leur parole est entendue dès la formulation des problèmes⁶⁷. Au contraire, lorsque la traduction est l'affaire de la seule recherche confinée, on ne peut plus s'exprimer que sur un monde déjà façonné ; il n'est possible, au mieux, que d'approuver ou de rejeter les problèmes et les solutions définis par les experts. C'est en ce sens que les forums hybrides ont réellement pour effet, selon Callon et consorts, de « démocratiser la démocratie », les experts n'étant plus seuls à prendre des choix qui façonnent notre devenir commun.

Mais, indissociablement, les forums hybrides « démocratisent » aussi, selon les auteurs, le travail de délimitation du collectif qu'opéraient les seuls représentants politiques. Ils placent « les incertitudes concernant la composition du collectif au centre du débat au lieu de les reléguer dans l'enceinte des parlements et des assemblées »⁶⁸. Alors que la démocratie délégative considérait comme données et stables les définitions des entités qui constituent le collectif, les identités se forment coopérativement au fil des échanges et des discussions. Des citoyens, (riverains, malades,...), ne se satisfont pas des identités toutes faites que véhiculent les porte-parole conventionnels (hommes politiques, experts,...). Ces identités ne rendent pas bien compte, à leurs yeux, de ce qu'ils vivent et ce qu'ils veulent. Autrefois muets, ils se constituent en groupes et prennent la parole, non pas pour simplement imposer leurs intérêts, mais avant tout pour les « découvrir », pour se donner progressivement une identité propre, adaptée à la spécificité de leur vécu. Ce groupe ressemble davantage à un réseau qui cherche à s'étendre qu'à un ensemble bien délimité. Il vise à intéresser, à s'allier à d'autres citoyens, à des entités humaines et non-humaines afin d'avancer dans l'exploration de ce qu'ils vivent⁶⁹.

La relation des membres de ces groupes à leurs porte-parole est radicalement différente de la relation au porte-parole dans la démocratie délégative. « Dans ce processus de définition et de stabilisation des identités, la désignation de porte-parole révocables à tout moment et en interaction constante avec le groupe est cruciale. (...) C'est dans le subtil dialogue qu'il [le groupe]

⁶⁷ « Notons qu'à aucun moment tel ou tel monde commun n'est souhaité en tant que tel. Le monde commun n'est pas la conséquence d'un projet, dont on serait bien en mal d'expliquer d'où il vient » (AMI, p. 201). A travers les forums hybrides, les acteurs ne s'attachent pas à parler d'un monde commun à venir, comme des utopistes parleraient d'un monde futur à venir. Ils parlent d'un monde dans lequel ils se trouvent et qui les a toujours déjà interpellé (à travers des nuisances). Un forum hybride est donc bien *en retard* sur le monde commun. « Quand ceux-ci [les forums hybrides] parviennent à s'installer, c'est toujours après coup, lorsque les problèmes sont devenus si difficiles à traiter et à gérer que l'ouverture de débats demeure la seule issue envisageable » (AMI, pp. 353-354). Cependant, nous avons essayé de montrer que les forums hybrides diminuent largement ce retard en organisant la prise de parole des groupes concernés par des changements du monde.

⁶⁸ AMI, p. 179.

⁶⁹ Il faut souligner qu'il est presque impossible de « distinguer la production de connaissances proprement dites de la production des identités sociales » (AMI, p. 151). En effet, l'exploration des mondes possibles peut mettre au jour des entités non humaines autrefois méconnues qui permettront à un groupe d'avancer dans le travail de constitution d'une identité propre.

instaure avec ses représentants, à tout moment congédiables, que se dégagent progressivement des éléments de stabilité »⁷⁰. Ces groupes sont résolument ouverts et tolérants, et pas simplement à l'interne. Ils ne se contentent pas d'affirmer haut et fort leur spécificité. Ils veulent écouter la voix d'autres groupes émergents. Ils ont « la volonté d'établir un dialogue, une discussion avec d'autres identités émergentes ou constituées, avec d'autres singularités exacerbées, avec d'autres groupes en voie de formation »⁷¹. Dans un forum hybride, les identités émergentes ne sont plus *agrégées* mais *composées*. Le collectif se constitue par *composition*, c'est-à-dire par négociation des identités, les groupes émergents discutant leur coexistence dans un monde commun.

Parler de démocratisation de la démocratie, c'est montrer que des citoyens interviennent, non plus simplement en bout de course pour sanctionner le travail des représentants, mais dès le début de l'exploration du collectif. Ils veulent s'exprimer dès l'amont de ce processus, quand se définissent leurs identités. Alors que les représentants-professionnels considèrent comme données les « préférences » des citoyens, les porte-parole participent, dans les forums hybrides, avec le groupe concerné à la « mise en mots » de ce qu'ils vivent et veulent. C'est en ce sens que nous pensons que les forums hybrides ont pour effet de diminuer le retard de la parole des concernés sur le monde commun. Plus que cela, ils constituent des outils formidables pour symétriser les débats. Ils permettent de s'assurer que les arguments des uns et des autres ne seront pas « disqualifiés d'avance par les représentations dominantes et asymétriques du débat »⁷². Plus qu'une diminution du retard de la prise de parole des citoyens sur leur monde commun, ces forums *veillent* à ce que tout groupe émergent puisse s'exprimer. Ils ne renient pas l'intérêt de la démocratie représentative, ils l'enrichissent. Ils permettent de lutter contre le risque que les porte-parole ne *trahissent* des paroles incertaines, évolutives, émergentes.

Prendre au sérieux cette voie de démocratisation de la démocratie, nécessite encore de dissiper certaines zones d'ombre. Tout d'abord, qu'est ce qui garantit que les individus coopèrent dans ces réseaux de recherche ? Est-ce que l'on n'attend pas, de la part des profanes, un engagement trop important ? N'est-il pas illusoire de supposer que les experts puissent coopérer avec des non-scientifiques ? De plus, ne faut-il pas voir la figure bien connue du « groupe d'intérêt » derrière ces groupes de citoyens ? Parler, dans ce cas, de « composition du collectif » n'est-il pas inadéquat ? A-t-on la garantie que l'expérience des forums hybrides ne sera pas « récupérée », captée par un opportuniste – qu'il soit privé ou public ? Enfin, si l'on veut croire à un réel

⁷⁰ AMI, pp. 179-180.

⁷¹ AMI, p. 180.

⁷² BENATOUIL T., « Critique et pragmatique en sociologie, Quelques principes de lecture », in *Annales HSS*, 1999, n°2, pp. 281-317, p. 303.

enrichissement de la démocratie représentative, il faut que les expériences des forums hybrides ne se limitent pas à quelques cas particuliers, mais se « généralisent ». Où Callon et consorts relèvent-ils de telles capacités de généralisation ? Loin d'être secondaires, ces questions sont essentielles. Elles permettent de s'assurer de la « non-ambiguïté » des forums hybrides. Nous constaterons dans les prochaines lignes que Callon et consorts ne sont pas sans réponses face à ces questions.

2. 3. Les forums hybrides comme dispositifs d'auto-régulation et de coopération inter-groupes

Une première clarification s'impose. A travers leur livre, Callon et consorts ne cherchent pas à construire un modèle utopique de démocratie radicale. Les forums hybrides sont des pratiques collectives inventées⁷³ et menées par les acteurs eux-mêmes pour élucider des controverses. Le travail de Callon et consorts se limite à décrire ces forums et à déterminer des critères qui permettent d'évaluer la coopération des acteurs. En rapportant ces expériences collectives, ils mettent donc à jour des capacités d'« autorégulation »⁷⁴ des acteurs. Ils montrent que ces acteurs sont capables de coopérer.

Reste à voir comment ils rendent compte de ces capacités. Tout d'abord, si les profanes s'engagent dans une recherche collaborative, c'est parce que la controverse, en les plaçant en contexte d'incertitude radicale, les *dispose* à la coopération. Le fait d'être inquiétés par une nuisance qu'ils ne peuvent expliquer pousse les individus à coopérer. Ils ne collaborent pas en cherchant à maximiser leur seul intérêt propre, tout simplement parce que, dans un tel contexte d'incertitude, ils ne savent pas quel est leur intérêt. Comme l'indique Raphaël Gély au sujet des forums hybrides : « il ne s'agit pas dans cette forme d'expérience de se connecter en sachant qui l'on est, en sachant ce que l'on vit, et en utilisant tout cela comme autant de ressources pour accroître son pouvoir de connexion dans le réseau. Il s'agit bien plutôt de se connecter pour savoir qui l'on est, pour conquérir une identité comme incertaine »⁷⁵. Cette citation montre également qu'il ne s'agit pas, à l'inverse, de présupposer que les individus sont de purs altruistes qui coopèrent pour le bien de la Science. En reprenant le langage des intérêts, on peut dire que la controverse « intéresse » les profanes à coopérer avec d'autres pour mettre en mots ce qu'ils vivent, et, d'une certaine

⁷³ AMI, p. 167.

⁷⁴ Sur la notion d'autorégulation : « Le préfixe "auto" dans autorégulation n'est donc pas utilisé dans un sens littéral, mais désigne plutôt un certain degré de contrainte collective, autre que celle émanant directement du gouvernement, qui permet d'engendrer la réalisation d'objectifs qui ne pourraient pas être atteints par un comportement marchand individuel » (DEDEURWAERDERE T. et MAESSCHALCK M., « Autorégulation, éthique procédurale et gouvernance de la société de l'information », in *Les Carnets du Centre de Philosophie du Droit*, 2001, n° 91, p. 11).

⁷⁵ GELY R., « Les usages de l'identité sociale dans un monde connexionniste », in *Les carnets du Centre de Philosophie du Droit*, 2004, n° 111, p. 24.

manière, les « capacité » à la recherche. « Il n'y a pas plus obstiné, plus attentif, plus précautionneux, plus rigoureux qu'un groupe de non-spécialistes qui veulent savoir pourquoi ils endurent des malheurs insupportables »⁷⁶.

Pour Callon et consorts, les controverses socio-techniques et les forums hybrides dans lesquels elles se déploient sont l'occasion, pour les experts et les profanes, d'un véritable processus de recomposition sociale. Les forums hybrides, comme lieu de confrontation des experts et des profanes, ont pour effet de surmonter le fossé institué entre eux. Les débats dans les forums hybrides démontrent « que chacune de ces deux catégories d'acteurs détient des savoirs spécifiques (une capacité de diagnostic, une interprétation des faits, un éventail de solutions) qui s'enrichissent et se fécondent mutuellement »⁷⁷.

Un deuxième type de recomposition sociale, « lié à la perception que les groupes ont les uns des autres »⁷⁸, s'initie également dans les forums hybrides. Dans l'exploration de ce qu'ils vivent, les acteurs se dotent de porte-parole en plus grande proximité avec ce qu'ils vivent, davantage capables de s'ajuster face à des identités encore incertaines et évolutives. « Les acteurs impliqués se trouvent donc plus directement en prise les uns avec les autres, ce qui améliore la connaissance mutuelle »⁷⁹. Mais les groupes eux-mêmes développent l'écoute d'autres groupes émergents pour avancer dans l'exploration de mondes possibles. Il y a ainsi incorporation d'une certaine forme de « tolérance » inter-groupe. Raphaël Gély :

« Pour trouver son identité, il a fallu composer, il a fallu enrôler et intéresser. C'est ce qui fait dire à Michel Callon et ses collègues que la forme même de construction d'une identité sociale ne peut manquer de rendre les individus qui s'y reconnaissent tolérants par rapport aux autres identités »⁸⁰.

Pour Raphaël Gély, les groupes impliqués dans les forums hybrides ne constituent pas leur identité en opposition mais en composition avec d'autres groupes. Raphaël Gély encore, au sujet de l'exemple, tiré d'*Agir dans un monde incertain*, d'une association de myopathes :

« La construction en réseau de cette identité de myopathe, le fait qu'elle n'a pu se trouver que par un processus de composition avec d'autres acteurs et intérêts, conduit ainsi le groupe des myopathes à se vivre comme un groupe constitutivement impliqué avec d'autres groupes dans le processus de construction d'un monde commun. Nous avons donc

⁷⁶ AMI, p. 117.

⁷⁷ AMI, p. 57.

⁷⁸ *Ibidem*.

⁷⁹ AMI, pp. 57-58.

⁸⁰ GELY R., *op. cit.*, p. 27.

bien affaire ici à un groupe qui ne se constitue pas, au moment de sa première identification, sur la base d'une rivalité entre groupes »⁸¹.

Si les groupes investis dans des forums hybrides ne ressemblent pas aux groupes de pression – qui ne cherchent pas à faire évoluer leurs identités en composant continuellement avec d'autres acteurs et groupes –, c'est, nous semble-t-il, parce que le contexte incertain des controverses *dispose* à la coopération inter-groupe. Le caractère incertain et évolutif de leurs identités les rend plus facilement négociables. « C'est parce qu'elles sont instables, transformables, que ces identités sont susceptibles d'être composées et d'être ajustées les unes aux autres »⁸².

L'intérêt de l'analyse de Callon et consorts est qu'ils ne se contentent pas de postuler des capacités d'autorégulation des individus, ils montrent comment les controverses et les forums dans lesquels elles se développent « capacitent » les individus à une recherche coopérative en réseau⁸³. Néanmoins, la réussite de l'action coopérative en réseau ne dépend pas que de ressources coopératives, il faut également que la « plus-value »⁸⁴ que produit le réseau soit protégée d'une capture par des opportunistes. Un réseau représente un pouvoir d'intéressement tel que le risque est grand qu'un « opportuniste connexionniste »⁸⁵ s'institue comme point de passage obligé du réseau. De plus, pour que l'expression « démocratisation de la démocratie » prenne tout son sens, il faut pouvoir généraliser le processus de recomposition coopérative des forums hybrides, afin que les réseaux coopératifs ne se limitent pas à quelques collectifs marginaux. Face à cette question de la protection du réseau et à celle de sa généralisation, Callon et consorts semblent privilégier la voie d'une forme d'organisation du réseau que nous allons examiner maintenant.

⁸¹ *Ibidem*.

⁸² AMI, p. 335.

⁸³ Il est intéressant de remarquer ici que Callon et consorts abordent l'action en réseau de manière tout à fait différente de Boltanski et Chiapello. Pour B. et C., ce qui est central c'est l'homologie morphologique entre les mouvements sociaux en réseau et le néo-capitalisme. Ils n'interprètent l'émergence de cette action que comme une première avancée possible dans le travail de formation de la cité par projets. Ils ne relèvent pas les traces de l'apprentissage d'une nouvelle forme d'action collective qui pourrait faire référence à une autre forme de légitimité que celle des cités. A nos yeux, cette interprétation témoigne à nouveau d'une croyance dans la répétition de l'évolution du social, leur interprétation sélectionnant les signes de formation de cité, au détriment d'autres signes.

⁸⁴ AMI, p. 56.

⁸⁵ Boltanski et Chiapello parlent de « faiseur de réseaux » pour qualifier l'opportuniste dans un monde en réseau. Il « tire de son expérience une représentation des liens utiles, mais il garde cette représentation pour lui et fait (...) tout ce qui est en son pouvoir pour que ses proches ne puissent construire une topologie efficace du réseau. Il s'entoure de secret et surtout ne fait pas communiquer les différents espaces dans lesquels il évolue de façon à éviter que ses multiples contacts ne se connaissent par son intermédiaire et, se liant durablement, n'aient ensuite la possibilité de faire circuler l'information utile sans passer par lui (...) C'est donc en maintenant séparés les différents fragments de réseaux entre lesquels il est parvenu à faire un pont que le faiseur peut devenir un *passage obligé* » (NEC, p. 441).

2. 4. Organiser les forums hybrides pour les protéger et les généraliser

Callon et consorts sont bien conscients des résistances et des violences auxquelles doivent faire face les forums hybrides :

« Le forum hybride n'émerge qu'au prix de conflits souvent violents. Pour imposer un débat, pour être admis à y participer, il faut en effet être capable de mobiliser des ressources, de monter des alliances en vue de retourner les relations de domination qui tendent à réprimer toute remise en cause de la double délégation. Laisser les forums hybrides se développer sans aucune règle du jeu pour organiser le débat, c'est laisser le champ libre à la logique des rapports de force »⁸⁶.

De plus le risque est grand que nombre de décideurs instrumentalisent ces forums. Affirmant une volonté de coopérer, ils se serviraient des forums comme de simples outils de légitimation.

Dans les expériences de forums hybrides qu'ils décrivent, Callon et consorts relèvent trois types d'intervention qui participent à l'organisation des forums : l'intervention du monde associatif, celle des médias et l'intervention des pouvoirs publics. La première fournit, entre autres, des « premiers moyens d'expression »⁸⁷ aux groupes. La deuxième assure la publicité des débats. Quant aux pouvoirs publics, ils « assurent le bon fonctionnement des procédures dialogiques en même temps qu'ils servent de recours et mettent en place des structures de coordination ; ils allouent des ressources pour que la recherche collaborative se développe et que les coûts de composition du collectif soit pris en charge »⁸⁸.

Parmi ces forces d'appui des réseaux, l'Etat joue un rôle central. D'abord parce qu'il rend possible les deux autres interventions (législation favorable aux associations, garantie de la liberté de la presse,...) et qu'il assure le bon déroulement des débats. Il nous semble que, en plus de cela, l'Etat devrait permettre de généraliser l'expérience des réseaux. Les réseaux ne semblent pas pouvoir compter sur leurs propres ressources pour se généraliser. « Pour que les réseaux s'étendent, et par conséquent pour que les savoirs se généralisent et deviennent utilisables en plusieurs points, il faut des institutions qui organisent ces affrontements et ces transports »⁸⁹. Les auteurs ne sont pas très explicites quant aux institutions qui permettraient une telle généralisation. Mais au vu de la description qu'ils donnent du rôle de l'Etat dans l'organisation des forums hybrides, ce dernier pourrait jouer un tel rôle d'« institution » de réseau.

⁸⁶ AMI, p. 211.

⁸⁷ AMI, p. 252.

⁸⁸ *Ibidem*. Callon et consorts utilisent le terme « dialogique » en opposition à celui de « délégative ».

⁸⁹ CALLON M., « Ni intellectuel engagé, ni intellectuel dégage : la double stratégie de l'attachement et du détachement », in *Sociologie du travail*, (1999) 41, pp. 65-78, p. 73.

Une telle proposition, si elle est bien la leur, nous paraît quelque peu problématique. Elle nécessite de postuler que l'Etat accepte de transformer son rôle, au risque de le voir instrumentaliser les forums hybrides. Il faudrait qu'il *apprenne* à organiser les réseaux tout en n'imposant pas d'issue autoritaire aux débats, qu'il se rende compte de tout le bénéfice des forums hybrides, en termes de démocratisation. L'idée n'est pas de se débarrasser du travail d'agrégation du collectif qu'opèrent nos élus : « le collectif composé, s'il n'était pas remis en forme selon les procédures de constitution du collectif agrégé, serait incapable de produire le citoyen individuel d'un côté et une volonté générale qui ne soit pas simplement la volonté du plus fort »⁹⁰. Il faudrait que ce travail d'agrégation du collectif soit à l'écoute du collectif en continuelle composition par des groupes de citoyen. Pour jouer un rôle dans la coordination et l'extension des réseaux, l'Etat doit être capable de reconnaître les identités émergentes. Il lui faut renoncer au monopole du travail de constitution du collectif.

Une hypothèse serait que les forums hybrides jouent comme un dispositif de prise de conscience pour l'Etat. En attestant d'un réel enrichissement de la démocratie délégative, ne pourrait-on pas attendre qu'ils fassent prendre conscience à l'Etat de la nécessité d'ouvrir et de symétriser les débats ? Le problème d'un tel raisonnement repose dans sa circularité. D'une part, il faut que les forums hybrides soient suffisamment développés pour qu'ils permettent à l'Etat de prendre conscience. D'autre part, nous avons vu que pour qu'ils prennent de l'ampleur, ils doivent être organisés, en partie, par l'Etat. Une des conditions pour que s'initie une prise de conscience de l'Etat serait alors que l'Etat se soit déjà transformé en acceptant d'organiser les forums ! Cette circularité témoigne de ce que les forums hybrides à eux seuls ne peuvent atténuer *l'ambiguïté* de la prise de parole des profanes sur leur monde commun. Sans institution de réseau, ils n'ont, en effet, pas de garantie que leur parole ne soit détournée et serve à légitimer d'autres mots que les leurs. La voie de la démocratisation de la démocratie par les forums hybrides est incomplète.

Au vu de cette circularité, la seule manière de rester optimiste semble être de croire que l'évolution du social mènera nécessairement à l'émergence de davantage de forums hybrides. Nombre d'auteurs comme Ulrich Beck ont montré comment nos sociétés étaient entrées dans l'ère de la « société du risque »⁹¹. Dans celle-ci émergent de nouveaux risques qui mettent le collectif en contexte d'incertitude radicale. Ces risques ne connaissent ni frontières de classes, ni frontières spatio-temporelles. Les destins des individus se voient davantage entremêlés que dans la société industrielle. Cette prolifération de risques, qui lie tous les individus et les met en incertitude, n'est-elle pas

⁹⁰ AMI, p. 182.

⁹¹ BECK U., *La société du risque, Sur la voie d'une autre modernité*, trad. par L. Bernardi, Aubier, Paris, 2001 (1^{ère} édition originale 1986).

propice à l'émergence de forums hybrides ? La société ne se transforme-t-elle pas petit à petit en un méga-réseau qui « intéresse » les individus ? Dans ce contexte, ne peut-on attendre des institutions qu'elles s'adaptent afin d'encadrer les forums hybrides ?

Beck, lui-même, montre qu'un tel scénario n'a rien d'inéluctable. Si les risques ne connaissent pas de frontières de classes, il ne s'ensuit pas que la société du risque soit plus égalitaire que la société industrielle. Les maux, bien qu'ils puissent toucher tout le monde, sont distribués de manière très inégale. De plus, pour Beck, la société du risque, si elle lie bien les individus, est également le théâtre d'un phénomène d'individualisation des risques⁹². Pour Beck, si le contexte de la société du risque fait effectivement émerger de nouvelles formes d'action collective, elle est aussi l'occasion de peurs et de repli sur soi des individus.

Loin de nous l'idée de laisser entendre que Callon et consorts partagent cette croyance que l'entrée dans la « société du risque » conduira nécessairement, de manière quasi-causale, à l'instauration de la démocratie technique. Bien entendu, ils partagent le constat d'une prolifération de controverses qui placent le collectif en incertitude radicale :

« Nous sommes obligés de reconnaître que nous ne disposons d'aucune preuve formelle de l'importance grandissante des controverses socio-techniques. Le pari de ce livre, car pari il y a, est de considérer que ce mouvement est irrépressible »⁹³.

Cependant, à aucun moment, ils ne prédisent que cette prolifération entraînera nécessairement l'adaptation des institutions de régulation. Leur démarche reste rigoureuse jusqu'au bout et se tient au travail de description et d'évaluation des expériences collectives que représentent les forums hybrides.

Conclusion

Si nous avons évoqué, malgré tout, cette croyance dans l'émergence nécessaire de la démocratie technique, c'est parce que nous pensons que le risque d'y céder constitue – comme chez B. et C. – l'*ambiguïté* des approches

⁹² « ce qui auparavant était surmonté collectivement comme un destin de classe, doit de plus en plus être pris en charge individuellement comme une défaillance personnelle. Ce qui était un destin statistiquement commun à des millions de personnes s'est transformé en une faute, une responsabilité et une névrose individuelles. Tout cela signifie que les crises *sociétales* apparaissent comme des crises *individuelles* et sont de moins en moins considérées dans leur dimension sociale et prises en charge politiquement » (BECK U., « Le conflit des deux modernités et la question de la disparition des solidarités », in *Lien social et politiques*, (1998) 39, pp. 15-25, p. 22).

⁹³ AMI, p. 352. « Le succès grandissant et la place de plus en plus centrale occupée par les sciences et les techniques ont pour conséquence inéluctable la prolifération des débordements et la montée en puissance des problèmes politiques qu'ils posent. Partout, sur tous les fronts, apparaissent des minorités concernées qui demandent la parole et qui exigent d'être impliquées dans le travail d'investigation » (*Ibidem*).

« *émergentistes* » de la gouvernance. En effet, à se centrer sur les seules expériences collectives émergentes, le risque est grand d'occulter le fait que ce travail a besoin d'être organisé et généralisé. Cette tâche, le réseau émergent, à lui seul, ne peut l'assumer. Il semble alors nécessaire d'*intervenir* pour encadrer le réseau. Mais l'appel à une forme d'intervention publique pour jouer ce rôle est une impasse dans la mesure où cet appel présuppose une transformation de cette dernière qui ne pourrait elle-même résulter que du renforcement des expériences émergentes. La seule manière d'éviter ce cercle vicieux serait de déterminer des conditions internes d'auto-renforcement de ces expériences émergentes. Mais nous touchons peut-être là au déficit majeur des théories abordées jusqu'à présent : elles se rapportent, en effet, aux expériences émergentes (qu'il s'agisse de la critique ou des forums hybrides) sur un mode tantôt herméneutique tantôt pragmatique qui s'appuie sur la structure intentionnelle des acteurs sociaux s'efforçant d'avoir une emprise sur leur situation. Dans ce genre d'approche, il est impossible de concevoir un véritable processus d'apprentissage interne à ces expériences qui partirait d'une prise en compte de leurs propres insuffisances pour réévaluer tout autant leurs stratégies d'association en réseau que leurs croyances à l'égard de l'intervention publique. C'est donc le déphasage par rapport à leur propre effectuation sociale qui devrait être cerné pour éviter la simple exigence de généralisation d'expériences supposées novatrices, malgré le constat initial de déphasage généralisé⁹⁴.

Aucun des travaux abordés ici ne pense donc complètement les conditions d'organisation d'une vigilance collective. En parlant d'incomplétude de leurs propositions, nous ne visons cependant pas à les disqualifier. Nous leur restons redevable du champ d'action collective qu'ils ouvrent. Notre intention était plutôt de montrer que toutes les conditions d'organisation d'une telle vigilance n'étaient pas prises en considération. A nos yeux, ne pas avancer dans la prise en compte de ces conditions n'est pas sans danger. En effet, le risque est grand, comme nous l'avions évoqué, de compter sur l'évolution du social pour qu'émergent les institutions de vigilance. Une telle croyance, au lieu de lutter contre le retard et l'ambiguïté de toute initiative dans le monde, serait elle-même ambiguë, l'évolution du social pouvant conduire, non pas à l'émergence de nouvelles formes de coopération, mais à de nouvelles formes d'opportunisme.

⁹⁴ C'est le problème plus général des méthodologies pragmatique ou herméneutique qui finissent toujours par se donner l'existence d'une solution dans la spontanéité des rapports sociaux et dans le pouvoir d'encadrement de celle-ci grâce au régime de la règle.